

TRIBUNAL DE BIR MOURAD RAÏS

Report du procès des 43 gardes communaux

Le procès des 43 gardes communaux arrêtés dans le sillage de leur fameuse marche de la dignité du 9 juillet dernier a été renvoyé au 26 décembre prochain.

M. Kebci-Alger (Le Soir) - Le président du tribunal de Bir Mourad Raïs où le procès était prévu hier, s'est, suite à l'appel des prévenus, pas tous présents à l'audience, prononcé aussitôt pour le renvoi de cette dernière au 26 décembre prochain.

Un report qui n'a pas été du goût des gardes communaux appelés à répondre des délits prescrits dans leurs convocations, entre autres attroupement illégal sur une voie publique et outrage à corps constitué en plein exercice de ses fonctions, mais aussi de leurs collègues venus de plusieurs wilayas du pays en soutien.

Dont Hakim Chouaib, un des coordinateurs nationaux de la corporation les plus en vue, pour qui ce report, quoique attendu, du fait, dira-t-il, que pour leur majorité, les procès n'ont souvent pas lieu à leur première audience surtout, poursuivra-t-il, que dans le cas de nos camarades, ils n'ont pas été instruits.

Ceci avant qu'il n'en fasse une lecture politique, celle qu'il lie à l'engagement de la tutelle

de l'Intérieur et des Collectivités locales, lors de la rencontre d'il y a dix jours à Blida, de régler cette affaire sans «bruit».

Surtout, soutiendra pour sa part, Lahlou Aliouet, le porte-parole des gardes communaux, qui s'est joint au sit-in en milieu de matinée, que le corps n'existera plus en tant que tel à partir du 1^{er} novembre prochain.

Et de situer ce report dans la logique du pouvoir de se débarrasser en douceur de ce corps, surtout, enchaînera-t-il, que le projet de la fondation pour le corps semble ne pas agréer bien des cercles.

Un projet auquel plus d'un parmi les présents au sit-in d'hier tiennent, seul moyen, disent-ils, de maintenir l'épopée d'un corps qui a eu l'honneur de sauver le pays du péril islamiste.

Et un garde communal venu de Médéa de lâcher, plein de dépit : «On nous a recrutés dans le noir et on veut se débarrasser de nous dans le noir, ce que nous n'accepterons jamais.»

Ceci dit, et indépendamment du souci de mémoire qu'il suggère,



Photo : Samir Sid

re, le projet de fondation aura aussi à poursuivre la défense des autres droits des gardes communaux, d'ordre matériel et il en reste beaucoup en suspens.

Comme cette histoire des heures supplémentaires, diluée dans la prime d'astreinte et limi-

tée dans son effet rétroactif au début de l'année 2008.

Point sur lequel les gardes communaux affirment en aucun cas céder à leur revendication initiale, à savoir la comptabilisation des 16 heures supplémentaires accomplies quotidienne-

ment par tout agent à partir du premier jour de son incorporation.

Et pas que cette préoccupation puisque bien de gardes communaux ayant opté pour le départ à la retraite anticipée, ils sont près de 54 000 agents à faire ce choix, ne perçoivent pas, pour certains d'entre eux comme ces deux agents de la wilaya de Tipasa, d'allocations familiales.

Aussi, Aliouet ne tiendra-t-il pas à dénoncer avec vigueur la suspension prononcée, hier, par la commission de discipline relevant de la direction du corps au niveau de la wilaya de Tizi-Ouzou, de trois agents dont le coordinateur local. «Une sanction abusive qui n'est basée sur aucun argument recevable», poursuivra notre interlocuteur.

A noter que la Ligue algérienne de défense des droits de l'homme (LADDH) s'est engagée à assurer la défense de ces gardes communaux.

Deux de ses membres, avocats, étaient présentes hier au procès et ont tenu à témoigner leur solidarité et celle de la LADDH à l'égard des accusés.

M. K.

LAKHDAR BRAHIMI ET LE DERNIER AÏD

AVANT L'ÉVAPORATION DE LA SYRIE

On achève bien les êtres humains

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Le médiateur Lakhdar Brahimi se bat comme un lion pour obtenir une trêve, de quelques jours, de quelques semaines, pour la pauvre Syrie. C'est un mouton, celui de l'Aïd, qui peut la lui offrir.

A partir du Caire, l'émissaire onusien dit croire en des chances réelles d'obtenir la cessation des combats. Le gouvernement Bachar et des composantes de l'insurrection armée le lui auraient promis.

Ce qui n'arrange pas les affaires des va-t-en-guerre et introduit un grain de sable dans la machine, impitoyable, sans états-d'âme, déterminée, infernale, surarmée et fabuleusement riche qui veut, coûte que coûte, tirer le coup de canon au pays ommeyade. Des Etats importants, par tous, il faut le relever, de l'Occident, l'Otan et les monarchies du Golfe, à leur tête le Qatar, n'aiment pas que l'on parle de cessez-le-feu. Avant, pendant ou après l'Aïd.

Une pause pouvant en appeler une autre, les ultras de la guerre de Syrie craignent la contagion de la paix. Ce dont, bien évidemment, ils n'en veulent pas. La paix ? Cette horrible perspective qui permettrait à Bachar Al Assad de s'en sortir, à la véritable opposition de se dévoiler, enfin, politiquement et médiatiquement.

Celle, enfin, la paix qui dénudera les opposants de pacotille d'Al Jazeera et les peu recommandables chaînes satellitaires expriment en arabe les objectifs du sionisme et ceux du complexe militaire américain.

A un âge avancé, que Dieu lui prête encore longue vie, Lakhdar Brahimi sait tout cela, et davantage encore. En acceptant de suppléer à la défection de Kofi Annan qui avait, l'on s'en souvient, vite conclu à l'impossibilité de la paix (curieux, non, de la part d'un ex-SG de l'ONU), le médiateur algérien n'avait pas d'autre but que de sauver des vies humaines.

Diplomate racé et d'une culture exceptionnelle, Levantin au sens positif du terme et ayant gardé dans un beau coin de son cerveau la légendaire ruse maghrébine, Brahimi veut, comme on dit chez nous, accompagner le voleur au pas de sa demeure. Le médiateur sait parfaitement que l'OTAN et le Qatar ne veulent que la guerre et que leur objectif est le démantèlement du régime Assad pour en finir avec l'Etat-Syrie. Pourtant, pas les confondre, l'émissaire onusien a besoin des acteurs de la rébellion, les plus intelligents, qui ne mélangent pas haine de Assad et évaporation de la Syrie, mettent les armes à terre, acceptent de négociation, discutent, cherchent le compromis. Le régime Bachar, lui, est prêt. Dans son propre intérêt et dans celui de la Syrie. Et si on fichait la... paix aux Syriens ?

A. M.

FORMÉE PAR L'ESJ PARIS ET L'IFIRST

Sortie de la première promotion en mastère 1 en journalisme

La première promotion de diplômées en mastère 1 en journalisme en Algérie comprend quatre étudiantes en l'honneur desquelles une sympathique cérémonie a été organisée, hier mercredi, à l'hôtel Saint-George à Alger.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Leur formation a duré douze mois et a été assurée par l'Institut de formations internationales et de recherches en sciences et techniques de Dély Ibrahim, une école privée algérienne qui est liée, depuis une année, par un contrat de partenariat avec la prestigieuse Ecole supérieure de journalisme de Paris qui est la plus grande école en la

matière au monde. Son nouveau président, M Guillaume Jobin, a d'ailleurs coprésidé la cérémonie avec la directrice de l'IFIRST, M^{me} Magra. «Nous avons choisi l'IFIRST parce que nous avons estimé que ce sont des gens professionnels. Pas dans le journalisme mais dans le domaine de l'enseignement. Aussi, le journaliste pour nous, doit être indépen-

dant et donc formé par un organisme privé et non pas par l'Etat, même si j'ai rien contre l'école publique», nous dira le président de l'ESJ en marge de la cérémonie. Il faut préciser que l'ESJ n'a accepté de signer la convention avec la partie algérienne qu'à la condition que l'IFIRST dispense le même programme que celui qu'elle-même dispense en France.

En contrepartie, les diplômés, les certificats de scolarité ainsi que les cartes d'étudiant sont

délivrés directement par l'ESJ Paris et les diplômes en question sont tous reconnus par le ministère français de l'Education et à l'échelle internationale. Seulement, il faut préciser que cette formation est payante.

Ainsi, pour un mastère 1 obtenu en Algérie, l'étudiant doit payer 300 000 DA. Pour un mastère 2, la formation, dispensée en France celle-là, revient à pas moins de 5 000 euros.

K. A.

SECTEUR DES TRAVAUX PUBLICS

Seuls 30% des projets ont subi une réévaluation selon Amar Ghoul

13 000 contractuels chargés de l'entretien du secteur des travaux publics seront régularisés très prochainement, selon Amar Ghoul, ministre des Travaux publics qui effectuait, hier, une visite de travail dans la wilaya de Mostaganem. Le ministre a aussi indiqué que ces ouvriers bénéficieront d'un nouveau régime indemnitaire. Amar Ghoul a annoncé, en outre, que seuls 30% des projets du secteur ont fait l'objet d'une réévaluation jugée, cependant, minime de l'ordre de 1 à 1,5 %. La visite du premier responsable du secteur des travaux publics lui a permis d'inspecter des infrastructures routières, portuaires et aéroportuaires. Ainsi, le ministre a inauguré le nouveau port de pêche de la Salamandre à Mostaganem, ce dernier étant à vocation nationale, économique et touristique. Il a aussi inspecté l'état d'avancement d'un grand projet de modernisation et d'extension du port de Mostaganem dont il a appelé à booster la réalisation.

C. B.

Reddition de l'«émir» Abou Anas

Selon une source sûre, l'«émir» Abou Anas, N. Abdelkader, qui a longtemps sévi au sud de la wilaya de Tizi-Ouzou, où il s'illustrait jusqu'à il y a quelques semaines encore à la tête de la phalange de Boghni affiliée à Aqmi, s'est rendu aux services de sécurité de la wilaya de Bouira d'où il a été transféré, hier, sur Tizi-Ouzou.

Abou Anas est considéré comme un des plus anciens terroristes encore en activité, puisqu'il s'est fait connaître déjà du temps des GIA puis du GSPC en Kabylie. C'est la seconde reddition d'un terroriste de «haut rang» enregistrée dans la zone 2 d'Al-Qaïda au Maghreb.

On rappellera, en effet, qu'au tout début de ce mois d'octobre, H. Fodhil, alias Abou Doujana, un autre ancien de l'ex-GIA, considéré comme l'«émir» de kati-bat Al-Farouk, qui active dans la même région que celle où sévissait Abou Anas, s'était rendu à la police des Ouadhias, une quarantaine de kilomètres au sud de Tizi-Ouzou.

A. M.